

# ***l'Eure syndicale***

# **Force Ouvrière**

# **FO<sup>27</sup>** *la force syndicale*

ROUEN CTC

# **P4**

LA POSTE  
DISPENSE DE TIMBRAGE

Déposé le 26/11/2021

**N° 304 septembre 2021 - prix : 2,50 €**

**Sommaire** : P.1 - . 40ème congrès de l'UD FO 27 ; P.2 - Edito ; P.3 - Edito, Retour sur le 5 octobre ; P.4 à 9 - Retour sur le 40ème congrès ; P.10 - Commission Exécutive 2021 ; P.11 - InFormations diverses, mobilisations des retraités du 2/12 ; P.12 - le 8/11 FO santé fait entendre ses revendications, Communiqué du Bureau de l'UD FO 27.



## **40ème Congrès de l'Union Départementale Force Ouvrière de l'Eure**

**190 délégués, libres, indépendants, déterminés !**

**Halle des expositions d'Evreux le 12 octobre 2021**

Bulletin de l'Union Départementale FORCE OUVRIERE de l'Eure - 17 ter rue de la côte blanche - 27000 EVREUX

☎ : 02.32.33.04.67 - ✉ : udfo27@wanadoo.fr - 27.force-ouvriere.org

N° de C.P.P.A.P. : 0626 S 07930 - ISSN 1244 - 9857 - Directeur de Publication : David LECOMTE

## Des militants FO de l'Eure déterminés à préserver leur indépendance syndicale, à défendre leurs droits et leurs acquis !

# Editorial

Par le Secrétaire Général David LECOMTE.

Comme vous pourrez le constater, ce numéro de l'Eure Syndicale Force Ouvrière revient très largement sur notre 40<sup>ème</sup> congrès des syndicats de l'Union Départementale FO de l'Eure qui s'est tenu le 12 octobre à Evreux. Ce fut un moment important d'une grande richesse militante pour les 190 délégués mandatés par leur syndicat.

Ce congrès fut présidé par notre camarade Marjorie ALEXANDRE, secrétaire confédérale chargée du secteur Europe, International et Migration. Elle prit la parole en fin de journée pour faire un tour de l'actualité économique et sociale nationale et internationale. Cette intervention fut très appréciée par les délégués qui l'ont écouté attentivement.

Les militants FO de l'Eure ont pu s'exprimer librement et donner leur avis sur l'activité de l'UD de ces 3 dernières années. Ce fut aussi l'occasion pour les 13 intervenants qui ont pris la parole à la tribune, de parler de leur action militante quotidienne dans leur entreprise ou leur administration, et d'exposer leur point de vue sur tous les sujets. A noter l'intervention très appréciée également de la représentante du secteur confédéral chargée du Développement Laura DAHAN, qui a expliqué aux délégués ce que pouvait apporter son secteur en la matière.

Les instances sont maintenant réélues et la résolution générale qui est la feuille de route pour ce nouveau mandat rappelant nos revendications dans tous les domaines, a été adoptée à l'unanimité. Vous pouvez retrouver l'intégralité de la résolution en flashant le QR code, que vous trouverez en page 7.

Ce congrès nous permet maintenant de nous tourner vers l'avenir, avec la volonté commune de continuer à nous développer et de se faire entendre sur tout le département pour défendre les intérêts particuliers et moraux des salariés actifs du privé comme du public, des demandeurs d'emplois, des jeunes et des retraités.

Le 8 novembre se tenait notre premier bureau de l'Union Départementale, où nous avons défini les derniers postes à pourvoir au sein de cette instance à la suite de l'élection, pendant le congrès, des postes de secrétaire et de trésorier général de l'UD (voir *trombinoscope page 10*). Je ne peux que me féliciter de l'élection de notre camarade Fatima BENOUCHEF, du Syndicat Evreux Portes Normandes, au poste de secrétaire adjointe de notre UD.

Le congrès étant passé, l'activité de notre Union départementale et de nos syndicats se poursuit.

Le 19 octobre, les Accompagnants pour les élèves en Situation de Handicap (AESH) étaient en grève et manifestaient Paris pour défendre leurs droits (*voire intervention des camarades enseignants lors du congrès*). Ils étaient 3 000, avec une forte délégation FO de l'Eure.

Les 3 et le 4 novembre s'est tenu à la Confédération FO à Paris le Comité Confédéral National, réunissant l'ensemble des secrétaires d'UD et de Fédérations. Ce fut l'occasion comme tous les 6 mois entre chaque congrès confédéral de faire le point sur l'actualité nationale et définir le cahier de revendication pour les mois à venir. La résolution a été adoptée à l'unanimité. Vous pouvez aussi la retrouver en flashant le QR Code ci-dessous.

Parmi les sujets principaux abordés pendant ces deux jours, celui de la question de l'augmentation générale des salaires, retraites et minima sociaux a pris une large place. Je suis intervenu

dans ce cadre pour rappeler qu'il était important de continuer à se mobiliser après la grève interprofessionnelle du 5 octobre, qui n'a pas été à la hauteur de nos espérances et des attaques portées par la classe ouvrière.

Et pourtant tout augmente... sauf les salaires, retraites et minima. Et le chèque de 100 € ne peut en rien régler le problème de la vie chère.

A la tribune, j'ai expliqué que nous ne pourrions pas faire l'économie de continuer à nous mobiliser en toute indépendance, y compris pendant la période électorale. Sinon d'autres le feront à notre place. Pour cela il faut expliquer, informer les travailleurs pour préparer et amplifier le rapport de force.

Ce sera le cas des retraités qui seront mobilisés à Paris le 2 décembre. Vous pourrez retrouver le tract commun sur le site de l'UD : [27.force-ouvriere.org](http://27.force-ouvriere.org). Le départ de la manifestation se fera à 13h30 place Denfert Rochereau. Un bus dans l'Eure est à la disposition des retraités qui souhaitent rejoindre le cortège national. Pour tout renseignement vous pouvez encore vous rapprocher de notre secrétariat au 02.32.33.04.67 ou par mail : [ud-fo@wanadfoo.fr](mailto:ud-fo@wanadfoo.fr).

L'autre sujet important de ce CCN fut celui de la casse des services publics et des politiques destructrices qui continuent dans ce domaine. Tous les services publics sont impactés par ces politiques d'austérité. Il faut qu'elles soient stoppées. Or la campagne qui a débuté n'est pas rassurante en la matière, comme elle n'est pas rassurante en matière de préservation de notre protection sociale collective.

Il est urgent par exemple, que les pouvoirs publics mènent



enfin les politiques efficaces afin de remettre tous les moyens nécessaires pour retrouver un système de soins et de santé digne de ce nom. Dans un premier temps les suppressions de lits et de services doivent cesser et ceux fermer doivent ré ouvrir au plus vite. Enfin il est urgent de stopper cette gestion comptable et budgétaire restreinte pour revenir à une gestion médicalisée.

Or malgré la crise sanitaire qui a montré les ravages de ces politiques destructrices, rien n'est fait pour stopper le mal-être grandissant des personnels soignants.

Dans ce point de vue, la visite dans l'Eure du ministre de la Santé, Olivier VERAN, le 8 novembre pour annoncer certains investissements dans notre région normande, à la suite du SEGUR de la Santé, ne suffiront pas à satisfaire les personnels qui sont à bout et qui s'interrogent sur le sens de leurs missions de service public.

Ce qu'ils réclament maintenant, ce sont de vrais moyens et la RECONNAISSANCE de leurs métiers.

Et le refus du ministre lors de son déplacement dans notre département, de prendre ne serait-ce que quelques minutes pour rencontrer en personne le syndicat FO au niveau départemental, qui rappelons-le est le 1<sup>er</sup> syndicat du département avec 54 % des voix, est un signal très négatif pour les représentants FO des personnels soignants du département.

Le double langage et le mépris gouvernemental, une fois de plus ! C'est comme cela que les personnels l'ont ressentis. Mais FO Santé avec l'Union Départementale continuera à revendiquer cette reconnaissance de tous les personnels soignants et une autre gestion du système de soin et de santé.

Enfin, ce CCN fut l'occasion d'aborder la question du développement de la Cgt Force Ouvrière. L'objectif fixé est de renforcer

nos implantations existantes et créer de nouvelles implantations. Elle est déterminante et c'est ce que nous abordons largement dans notre note de résolution de notre congrès d'UD du 12 octobre.

Certes, réussir les élections est important. Nous devons tout faire pour obtenir les meilleurs résultats et ce, que les règles de représentativité (*que nous combattons*) existent ou pas.

Mais notre objectif prioritaire, si nous voulons réellement nous développer et gagner sur nos revendications, doit être de mettre tous les moyens disponibles pour que nos adhérents s'inscrivent dans le militantisme qui porte la parole et les revendications FO, afin d'amplifier le rapport de force, dans et en dehors de leur entreprise ou de leur administration.

En tous les cas, je suis convaincu pour ma part, que FO ne peut pas s'orienter vers un syndicalisme de service, mais doit rester sur ce qu'il est depuis ses origines : une Organisation Syndicale Confédérée déterminée à se battre contre toutes les régressions sociales, sans compromissions et qui défend en toute indépendance les droits de la classe ouvrière de ce pays !

En clair, ce que nous devons privilégier à FO, c'est avant tout la lutte de classe et non la lutte des places !

\*\*\*\*\*

Flashe le QR Code pour retrouver l'intégralité de la résolution du Comité Confédéral Nationale FO des 3 et 4 novembre.



# Retour sur le 5 octobre

## plusieurs centaines de manifestants défilaient à Evreux



# Retour sur le 40ème congrès de l'Union Départementale FO de l'Eure



## **Philippe TERRASSE (FO SANOFI PASTEUR Val de Reuil) :**

Philippe nous parle des conditions de travail qui se dégradent sur leur site. Il explique que derrière la belle façade de SANOFI, les coulisses sont bien plus opaques, ou le burn-out, la répression et le mal-être au travail font partie du quotidien. Et ces conditions de travail dégradées se sont accentuées depuis l'arrivée du nouveau directeur



qui cherche l'optimisation des profits à coup de réorganisation et de suppression de postes. Il rappelle que ce sont les salariés qui produisent les richesses de cette entreprise et ce sont malheureusement les actionnaires qui les engrangent. Il termine en rappelant que la prochaine élection CSE dans l'entreprise se déroulera en 2022. Son syndicat a pour principal objectif de gagner sa représentativité qui assurerait la reconnaissance de FO chez SANOFI.

## **Roland PERROUX (Union Départementale des Retraités FO de l'Eure) :**

Roland revient sur toute une série de difficultés que rencontre la classe ouvrière, face aux politiques capitalistes destructrices. Il dénonce à la fois la casse du système de soins et de santé avec les fermetures de lits qui continuent, les sanctions contre les personnels soignants et les patients qui sont de moins en moins bien pris en charge à cause de fermetures de services. Il nous parle aussi des conséquences de la pollution et des politiques incohérentes qui ne règle en rien les problèmes d'environnement sur notre planète. Il dénonce les attaques portées sur les demandeurs d'emplois et les retraités et futurs retraités avec les contre-réformes successives que les gouvernements nous imposent ou tentent de nous imposer. Il dénonce aussi la casse des services publics que nous subissons toutes et tous en tant qu'usagers. Enfin il dénonce la situation concernant le pouvoir d'achat qui se réduit avec l'inflation et les attaques sur nos libertés fondamentales en dénon-



*chant le gouvernement qui profite de la situation pour les rogner. Enfin il rappelle que les retraités se battent pour leurs droits et pour leur niveau de retraites. Il conclut en affirmant que : « ma retraite je l'ai gagnée, mon droit de bien vieillir, je le revendique, mes revendications je les défends avec Force Ouvrière. »*

## **Thomas DROUET (Groupement Départemental hospitaliers FO de l'Eure) :**

Thomas revient sur les élections Fonction Publique de 2018 et se félicite de la très forte progression de FO permettant ainsi de devenir majoritaire avec 54 % des voix. Il



se félicite également de la progression de FO en termes d'implantations syndicales dans l'Eure. Les dernières créations de syndicats dans les EHPAD de Pont de l'Arche, de Breteuil, et au sein de l'hôpital de GISORS confortent notre présence sur la quasi-totalité du département, soit 85 % de présence FO. L'objectif est donc de finir de s'implanter dans les derniers établissements hospitaliers où nous ne sommes pas présents sur PACY-

SUR-EURE, LYONS LA FORET et RUGLES. Il revient ensuite sur la situation sanitaire et dénonce les politiques destructrices subit par les personnels hospitaliers depuis des décennies. Il se félicite de ce qui a pu être obtenu dans le cadre du SEGUR de la Santé que FO SPS a décidé de signer, permettant ainsi une revalorisation salariale de 183 € net par mois pour tous les personnels soignants ainsi que d'autres avancées en termes d'avancement de carrière. Il termine en rappelant que les élections Fonction Publique du 8 décembre 2022 sont une échéance cruciale pour les syndicats FO du GD. L'objectif est de permettre de conforter notre première place dans l'Eure.

**Philippe BLANCHOT (FO THALES Pont-Audemer) :**

Philippe rappelle l'évolution de l'entreprise dans laquelle il travaille et où il milite depuis 23 ans. Aujourd'hui racheté par le groupe THALES, dont l'actionnaire majoritaire n'est autre que...l'Etat, l'établissement de Pont Audemer qui a employé jusqu'à 500 salariés en emploi aujourd'hui 300. Depuis 2 ans, ils subissent un plan de restructuration appelé (Gestion Active des Emplois) prévoyant au départ 150 suppressions de postes qui sera ramené après les mobilisations des salariés à l'appel de l'intersyndicale, à un maximum de 70 suppressions de postes. L'objectif est maintenant de trouver les solutions pour réindustrialiser le site et assurer sa pérennité ainsi que celles des emplois. Il revient ensuite sur son syndicat et se félicite de l'investissement de ses camarades pour faire vivre FO sur le



site depuis plusieurs décennies. FO est toujours un syndicat reconnu et fort sur le site, malgré les alliances contre-nature d'autres syndicats notamment. Philippe en profite afin de féliciter l'engagement en local mais aussi au niveau national des Femmes dans le syndicalisme Force Ouvrière. Enfin, il termine en parlant de l'action des camarades de l'Union des syndicats FO des Métaux de l'Eure dont il est secrétaire et qui négocie au niveau de la branche les minimas salariaux chaque année. Il se félicite que notre département reste toujours sur le « podium » des départements du territoire national au niveau des R.A.E (Rémunérations Annuelles effectives). C'est 3,3 % d'augmentation qui ont été obtenus pour les salariés de la métallurgie de l'Eure en 3 ans malgré la problématique du Covid.



Marjorie Alexandre  
Secrétaire Confédérale  
présidait ce 40ème congrès

**Laurent BAUSSIER (Syndicat FO de l'Enseignement de l'Eure regroupant les assistantes sociales, les infirmières, les personnels administratifs, les AESH, les chefs d'établissement, l'enseignement public du 1<sup>er</sup> et du 2<sup>nd</sup> degré et l'enseignement privé) :**

Tout d'abord Laurent informe que la FNEC-FP de l'Eure votera le rapport d'activité considérant l'UD a été à la pointe du combat contre toutes les attaques portées contre les travailleurs et a été présente aux côtés des adhérents FO et notamment de ceux de la FNEC.

La dernière en date était celle en juin dernier pour dénoncer les conditions de travail des personnels qui accueillent les élèves de La Madeleine dont le conseil départemental et l'inspection académique ont fermé le collège au nom de la mixité sociale. Il rappelle aussi ce qui s'est passé lors de l'attaque au mortier au collège Jean JAURES en juin dernier et qui ont mis les élèves et les personnels en grand danger.

Il poursuit en rappelant la situation de grande souffrance des personnels de l'éducation nationale qui sont les plus mal payés de l'OCDE. La situation dans les établissements est calamiteuse : FO revendique la création de 200 postes dans les collèges et les lycées pour pouvoir rétablir des conditions correctes d'enseignement. Les statuts sont menacés par l'augmentation de la contractualisation, ces mêmes contractuels étant de plus en plus précarisés. C'est le cas des 1200



AESH (Accompagnants des élèves en situation de Handicap) de l'Eure qui ne gagnent que 700 € par mois. Il dénonce les politiques de privatisation mises en œuvre pour les transports scolaires, de la réforme des lycées et du BAC qui fabrique un BAC par lycée ce qui fait les beaux jours des établissements privés. Ceci crée une inégalité de traitement des élèves selon leur classe sociale. Il revient ensuite sur la pandémie dénonçant les atteintes aux libertés démocratiques comme le passe sanitaire où l'obligation vaccinale. Les personnels de l'éducation nationale sont également impactés par ces restrictions de libertés et de droits et demandent l'abrogation de la loi du 5 août 2021.

Il rappelle que la réforme de l'assurance chômage pénalise également les contractuels de l'éducation nationale, en particulier les femmes. A cause du confinement les suppressions de postes ont continué (150 pour l'académie de Rouen et 31 postes de remplaçants dans les écoles). Il poursuit en rappelant que malgré ce contexte la FNEC 27 est restée mobilisée, se félicitant d'avoir une centaine d'adhérents supplémentaires depuis un an.

Il termine en informant que les AESH seront mobilisés à Paris le 19 octobre et que c'est important de les défendre. Enfin il informe que la protection sociale complémentaire menace la Sécurité sociale et risque de gravement impacter le niveau de prise en charge des agents, tout particulièrement les retraités qui en sont exclus.

**Fabien DUBOST (Syndicat FO Direction Départementale des Finances Publiques de l'Eure) :**

Fabien DUBOST nous parle de la situation de l'administration des finances qui subit les politiques de démantèlement comme tous les autres services publics. Il informe le congrès qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2022, les trésoreries dans l'Eure auront été toutes fermées. Il restera encore quelques centres des impôts, mais c'est bien insuffisant pour répondre au besoin de la population. Ce qui est encore plus dramatique pour Fabien et son syndicat, c'est qu'on a donné purement et simplement certaines de ces activités comme les recouvrements contentieux aux huissiers privés. Les pouvoirs publics ont également décidé de vendre



les paiements en espèce aux bureaux de tabac par la Française des jeux. Il considère cela comme une véritable « connerie » et c'est pour lui incompréhensible. Ce sont les accueils physiques qui disparaissent quasiment également, via les « Maison France Services » qui depuis leur ouverture font la preuve de leur inutilité et de leur inefficacité. Ce sont des régressions terribles pour les agents des finances et FO ne cesse de les dénoncer et de les combattre. Les agents sont ignorés par les pouvoirs publics et il rappelle que cela éloigne les usagers de ces services publics. Malgré tout le syndicat FO se renforce et est toujours aussi déterminé à se battre au sein et avec le soutien de notre Confédération Générale du Travail FORCE OUVRIERE.



Laura DAHAN  
intervenante pour le Secteur  
Développement  
Union Départementale  
de l'EURE



**Marie Jo SAVARY (FO SAPN Normandie) :**

Marie Jo dénonce la course effrénée à la rentabilité au sein de la société d'Autoroute Paris Normandie, qui entraîne des conséquences néfastes pour les personnels et les usagers. La crise sanitaire a durablement accentué ces effets pour les salariés alors que les dividendes versés aux actionnaires sont en forte augmentation : 129 M€ pour 2020 ! Tout cela en faisant des demandes de prise en charge de l'activité partielle à leur sens, injustifiées. Le syndicat dénonce les condamnations des conditions de travail, entraînant des risques psychosociaux et qui se traduit par une augmentation du mal-être au travail, des arrêts pour maladies à répétition et ruptures conventionnelles. Concernant les accidents de travail, l'entreprise n'hésite pas à faire pression et à monnayer les aménagements de postes pour éviter de déclarer ces accidents avec arrêts. Concernant les inaptitudes, il y a une volonté farouche de se débarrasser des



salariés usés par le travail plutôt que de retrouver des reclassements humainement acceptables. Les effectifs de la SAPN vont pour la première fois passer en dessous des 500 salariés en fin d'année. Ce que dénonce FO, d'autant qu'elles sont faites au détriment des usagers et des salariés. Elle se dit inquiète de la mise en place du « flux-libre » entraînant un péage sans arrêt sur l'A14 et l'A13. Ce projet est très anxiogène chez les salariés ayant très peu d'informations sur leur devenir. Enfin, elle termine en déplorant la modération salariale pratiquée par la direction qui rapproche les salaires d'embauches au SMIC actuel alors que les dividendes ne pâissent pas de la crise sanitaire. Elle termine en saluant l'ancien secrétaire du syndicat Patrick LEVASSEUR qui est aujourd'hui en retraite mais qui reste présent à leur côté.

**Romuald LAIGNIEZ (SNUDI FO Eure) :**

Romuald nous parle des conditions de travail des enseignants du 1er degré de l'Eure et des politiques destructrices du ministre, qui ne cesse de mentir sur les effets des politiques publiques menées à l'encontre des personnels et des élèves du primaire. Il réfute les propos du ministre qui se vante que la rentrée s'est passée au mieux. Il explique pour justifier son propos que la dotation en poste pour le département a été nulle ce qui a entraîné des fermetures de postes de remplaçants dans les ruralités et hors éducation prioritaire pour pouvoir ouvrir là où les chiffres explosent et encore pas partout. Cela provoque une hausse des effectifs dans la plupart des écoles et une baisse du nombre de remplaçants en pleine période de pandémie. Sur l'inclusion, tout en rappelant que son syndicat n'est pas contre l'inclusion des élèves en situation de handicap, il dénonce le manque de moyens pour la prise en charge de ces élèves, ce qui devient ingérable au quotidien. Plusieurs centaines d'élèves du département n'ont pas d'AESH ou sont en attente de place dans un institut comme un IME ou un ITEP. Il dénonce le niveau de rémunération de ces personnels précaires qui sont sous le seuil de pauvreté et condamne la



volonté de mutualiser les missions des AESH. Il condamne aussi les mensonges du ministre sur les augmentations « historiques » de salaire dans l'éducation nationale qui se limitent à quelques euros de plus pour quelques enseignants en début de carrière seulement avec en contrepartie une refondation complète de leurs missions. L'objectif étant la mise en place d'un statut hiérarchique de directeur qui ne résout en rien la situation des collègues. L'expérimentation de 50 écoles à Marseille lors de la visite du président de la République va engendrer des inégalités de traitement dans les mutations et renforcer la territorialisation de l'école. C'est bien la remise en cause des statuts que nous refusons, tout comme tout type de contractualisation. Il revendique avec son syndicat le dégel du point d'indice, gel responsable de 20% de perte de pouvoir d'achat en 20 ans. Cela représente une perte de 500 € net par mois pour un enseignant avec 20 ans de carrière. Enfin il dénonce les décisions du ministre concernant la situation sanitaire avec les protocoles sanitaires qui ont entraîné de nombreuses désorganisations sans oublier les Equipement de Protection Individuels (masques et gels) fournis aux personnels et qui se sont avérés dangereux pour la sécurité des personnels.



Flashe le QR Code pour retrouver l'intégralité de la résolution du 40ème congrès de l'UD FO 27 ↑

**Sébastien PASADOVIC (SNETAA FO Eure) :**

Sébastien dénonce les politiques publiques menées contre les personnels des lycées professionnels qui, depuis des décennies, quel que soit le gouvernement, imposent des contre-réformes successives visant à réduire progressivement les heures d'enseignement dues aux élèves au prétexte des économies qui s'imposent pour réduire la dette publique. Pour son syndicat, les pouvoirs publics ne veulent plus investir dans la formation professionnelle puisque l'emploi est détruit ou délocalisé dans les pays à moindre coût. Concernant la rentrée scolaire, elle a été impactée par le dernier acte de la mise en place de la réforme des lycées professionnels entraînant, comme les précédentes, par des diminutions d'heures d'enseignement disciplinaire dont une partie a été transformée par de l'interdisciplinarité. Il déplore que les personnels ne puissent plus former comme il se doit les jeunes se destinant à un métier aussi bien industriel ou dans le que tertiaire. Cela génère beaucoup de souffrance, des arrêts de travail et des



démissions qui se multiplient. 22 postes ont été supprimés dans l'Eure pour cette rentrée. Il met en avant aussi l'asphyxie financière de leurs établissements à l'instar de ce que l'AFPA (Agence pour la Formation Professionnelle des Adultes) a connu précédemment. C'est une véritable privatisation de l'enseignement professionnel pilotée par « France compétence » (MEDEF) qui est organisée à marche forcée. Ensuite il aborde la mobilisation du 5 octobre qui certes n'a pas été importante mais qui a eu le mérite de remettre en selle les confédérations depuis l'hiver 2019 sur les retraites. Ce sera un des grands combats à venir, dénonçant notamment le projet de loi de financement de la Sécu pour 2022 et la fusion des régimes de retraites par l'instauration d'un organisme unique de collecte des cotisations. Il faut donc réinvestir les rues sur toutes les attaques que nous subissons y compris pour défendre nos libertés, dénonçant ainsi toutes les lois successives d'exceptions et contre le syndicalisme indépendant. Il se félicite des positions claires de l'UD et de la Confédération sur toutes ces questions.

**Eric EUDE (FO BDD Evreux) :** Eric intervient pour nous faire part de son parcours professionnel et des raisons qui l'ont amené à adhérer au syndicat FO avec l'envie d'y militer activement.

Ayant débuté au début de son parcours professionnel dans le secteur privé, il nous explique qu'il a enchaîné les petits boulots

en intérim, CDD ou CDI. Dans cette période, il a connu son lot de pression, chantage, voire harcèlement qui l'ont contraint à quitter les entreprises avec qui il était en conflit.



Puis après 11 ans de précarité, il a passé ses concours pour rentrer dans la fonction publique, ce qui lui a permis de rentrer au sein de la base de Défense d'Evreux. Il a ensuite découvert le rôle et l'utilité du syndicat et a donc décidé récemment d'adhérer au syndicat FO par l'intermédiaire de Thierry PICARD qui a été à son écoute. Il termine en nous expliquant qu'il est décidé de militer au sein de son syndicat FO et il espère pouvoir être présent sur les listes FO de la Bdd d'Evreux lors des prochaines échéances électorales professionnelles l'année prochaine.



**Thierry PICARD**  
**Trésorier Général**  
**de l'UD FO 27**

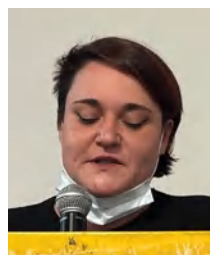


**Jean-François LEVIGNERON**  
**rapporteur de la**  
**commission de contrôle**  
**qui a donné quitus**

**HARMONIE BAMAS (FO Manoir Industrie Le Manoir) :**

Harmonie nous parle de son syndicat et de la situation de son entreprise qui a connu de grosses difficultés ces derniers mois. Au niveau syndical, elle nous explique qu'elle est fière d'appartenir à son syndicat qui est devenu co-majoritaire lors des dernières élections CSE. L'objectif est maintenant de devenir le seul syndicat majoritaire au sein du site de Le Manoir. Concernant le devenir du site et des 439 salariés elle rappelle que l'établissement détenu par des actionnaires chinois a été mis en redressement judiciaire le 25 février 2021. Ceci a été très mal vécu par l'ensemble des salariés inquiets pour leur avenir. Le 6 avril 4 dossiers de reprise ont été déposés au tribunal de commerce. Un mois plus tard il n'en restait plus qu'un PARALLOY. Mais un coup de théâtre, l'actionnaire sortant faisait une proposition de reprise sans suppression de

poste et avec les fonds nécessaires au dernier moment. Après que PARALLOY est retiré son offre en juillet le 30 septembre le tribunal statuait en faveur du plan de continuation de CAM SPC, l'actionnaire sortant. Nous attendons la décision définitive du 15 octobre par le tribunal de commerce. C'est un soulagement pour les 439 salariés et



l'intersyndicale. Pendant toute cette période FO avec l'intersyndicale s'est battu pour sauver les emplois et l'outil de travail et pour aider les collègues de travail par de multiples actions de solidarité (distribution de colis alimentaires par les entreprises lo-

cales, mise en place d'une cagnotte de soutien et recherche de soutiens des élus pour assurer l'avenir du site). Elle termine en apportant son soutien au nom de son syndicat aux salariés d'AGRIANDRE de Conches-en-Ouche qui n'ont malheureusement pas trouvé de repreneur.

**YOHANN BENOIT (FO AEROCHIM Bernay) :**

Yohann nous fait part du mal être au travail qu'une grande partie de ses collègues ont subi sur leur site depuis l'arrivée d'un nouveau directeur en 2018. Le niveau de souffrance et de mal-être d'une grande partie des 150 salariés était tel (harcèlement- violences morales et physiques - démissions- menace de suicide) que les élus FO du CSE ont décidé de prendre leur responsabilité et de lancer malgré une enquête pour danger grave, malgré les menaces, pressions et contestations de la direction. Il tient au nom du syndicat remercier le soutien et les conseils de

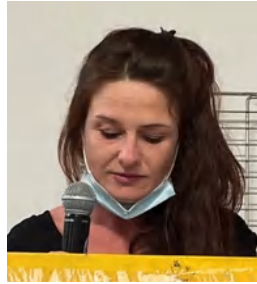


l'UD et du secrétaire général pendant toute cette difficile période. Il veut aussi remercier et féliciter le cabinet AMESTIST Conseil et en particulier Julien CHASSEREAU pour la qualité de l'enquête qu'ils ont menée et qui a permis de démontrer l'étendue de la situation de souffrance. Ceci entraînera le départ du directeur harceleur. C'est un soulagement depuis pour tous les salariés et nous constatons un retour progressif à de meilleures conditions de travail, même si les élus FO restent vigilants et qu'il y a encore beaucoup de choses à régler pour revenir à une situation normale.



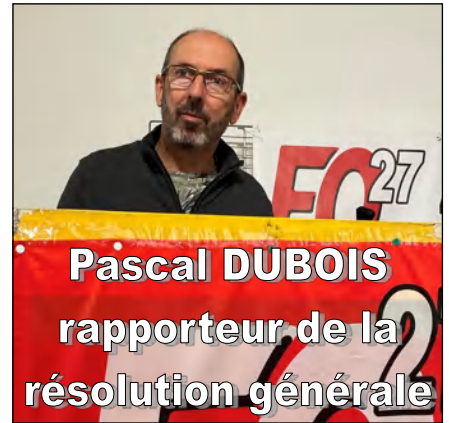
**Isabelle SECRET (EHPAD de Saint Michel/ CH Eure Seine) :**

Isabelle tient tout d'abord à remercier l'UD qui a toujours été au côté des agents et de leur syndicat lors des différentes actions durant ce mandat. Elle fut également à nos côtés pendant toute la crise sanitaire, et elle rappelle que l'UD s'est battue pour trouver des moyens de protection pour se protéger du virus. Cette aide et ce soutien ont été importants pour les agents hospitaliers. Ensuite elle revient sur les conditions de travail qui se dégradent de jour en jour à cause des politiques publiques de ces dernières décennies. Elle explique ce qu'ont pu ressentir les agents hospitaliers pendant cette crise du COVID 19, le manque de reconnaissance des pouvoirs publics. Elle prend l'exemple de ce qui s'est passé en matière de manque de reconnaissance pour les agents qui ont contracté le virus en exerçant leurs fonctions. Les critères qui sont prévus rendent quasiment impossible toute reconnaissance en



maladie professionnelle, sauf à être décédé. Elle rappelle la situation du système de soins et de santé en rappelant que ce sont 69 000 lits qui ont été supprimés sur l'ensemble du territoire. Malgré la crise, l'hôpital public subit encore les conséquences des politiques de casse de notre système de soins et de santé entraînant de nouvelles fermetures de lits. Les agents sont à bout, épuisés physiquement et moralement, ils s'interrogent de plus en plus sur le sens de leurs missions. Ceci entraîne une augmentation importante du nombre d'arrêts maladie et de démissions. Les conditions de travail dégradées entraînent d'importantes difficultés de recrutement. Enfin elle se félicite que FO ait signé le SEGUR de la santé qui a permis un rattrapage salarial très important pour les agents

qui subissaient depuis des années un gel des salaires. Cela étant, elle explique qu'il reste de nombreuses revendications à obtenir pour améliorer les conditions de travail de tous les agents hospitaliers. C'est ce que vont continuer à faire les syndicats fo hospitaliers de l'Eure.



**Pascal DUBOIS**  
rapporteur de la  
résolution générale

## CONGRÈS DÉPARTEMENTAL DE FORCE OUVRIÈRE.

# La feuille de route tracée pour trois ans

L'Union départementale du syndicat Force ouvrière s'est réunie en congrès, mardi 12 octobre à la Halle des expositions d'Évreux. David Lecomte a été reconduit à sa tête.

Près de 200 délégués des différents syndicats Force Ouvrière de l'Eure ont assisté mardi au 40<sup>e</sup> congrès de l'Union départementale. Tous les trois ans, la journée permet de dresser le bilan des actions et de réélire les instances.

Seul candidat en lice, David Lecomte a été reconduit comme secrétaire général de l'Union départementale à l'unanimité. « FO se porte très bien dans l'Eure, avec 150 syndicats et 2 500 adhérents. Nous sommes la première organisation à la majorité absolue dans la fonction publique

hospitalière, premier syndicat dans l'Éducation nationale, à la Défense, 3<sup>e</sup> dans la territoriale. Ça marche très bien dans le public et nous sommes en progression dans le privé. Notre objectif est d'être partout où c'est possible pour améliorer le train de vie et les conditions de travail des salariés », indique le responsable.

### Défense des services publics

Force Ouvrière s'est retrouvée au cœur de nombreuses actions ces trois dernières années, par

exemple le conflit sur les retraites en 2019, les mobilisations sur les sites où les emplois étaient menacés (Manoir Industries, Thalès, etc.), ou la défense des services publics. « La crise sanitaire a montré l'incurie des politiques menées depuis des années sur les services publics, notamment de santé. Il faut que les pouvoirs publics reviennent sur ce système de soins et de santé, qui n'est actuellement basé que sur une gestion comptable, on l'a vu avec l'exemple sinistre de la fermeture de la maternité de Bernay », dénonce David Lecomte.

« La casse des services publics a un lien avec les politiques d'austérité en œuvre depuis des décennies », embraye Marjorie Alexandre, qui porte ces revendications au-delà des frontières françaises, en tant que secrétaire confédérale en charge de l'Europe, de l'international et des migrations.

### Assurance-chômage et retraites

Au cœur de l'actualité nationale, le congrès départemental



La halle des expositions d'Évreux a accueilli 190 délégués lors du 40<sup>e</sup> congrès départemental de Force Ouvrière.

a permis de réaffirmer l'opposition du syndicat à la réforme de l'assurance-chômage et à celle des retraites. La première a été « dénoncée dès le départ », rappelle Marjorie Alexandre. « Il y a eu une première victoire au Conseil d'État, mais nous demandons l'abandon de cette réforme. »

Concernant les retraites, « nous restons très vigilants. Si le sujet ressort, on ressort

tira notre opposition à la retraite par points ou à l'âge du départ à la retraite. Il est important de régler les inégalités à l'emploi pour remettre à l'équilibre la situation budgétaire permettant de maintenir les acquis de longue date », soutient la secrétaire confédérale.

Des sujets qui ont évidemment été inscrits dans la résolution votée par les délégués,

mardi. Des thèmes qui seront également au cœur de la campagne présidentielle. Pour autant, FO restera en retrait de cette échéance et ne lancera pas d'appel à voter pour un candidat, mettant en avant son statut « d'organisation libre et indépendante ».

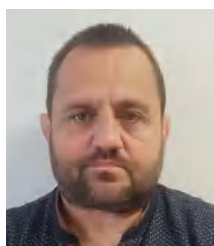
Florent Lemaire

La Dépêche 15/10/21



David Lecomte (à gauche) a été reconduit à la tête de l'Union départementale, en présence de Marjorie Alexandre, secrétaire confédérale (à droite).

# Commission Exécutive élue au 40ème congrès



**David LECOMTE**  
Secrétaire Général  
UD FO 27



**Thierry PICARD**  
Trésorier Général  
Défense



**Carlos TEIXEIRA**  
Socopa  
FGTA



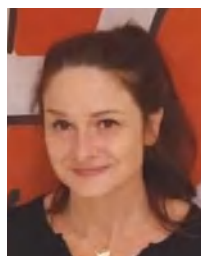
**Nicole LEROY**  
UD Retraités FO  
UCR FO



**Romuald LAIGNIEZ**  
SNUDI FO 27  
FNEC



**Guillaume LIVET**  
Carrefour Evreux  
FGTA



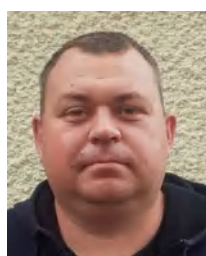
**Isabelle SECRET**  
CHI Eure-Seine  
SPS Hospitaliers



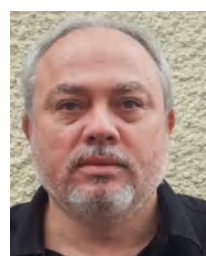
**Fabien DUBOST**  
DGFIP  
Finances



**Pascal DUBOIS**  
FO COM 27  
FO Com



**Jérôme BAUDOIN**  
Conseil Départemental  
SPS - Territoriaux



**Jessy LECARDONNEL**  
CH Eure-Seine  
SPS - Hospitaliers



**Roland PERROUX**  
UD Retraités FO 27  
UCR



**Fatima BENYOUCEF**  
EPN  
SPS - Territoriaux



**Virginie LAMBERT**  
EHPAD Harcourt  
SPS - Hospitaliers



**Yahann BENOIT**  
Aérochim  
Chimie



**Laurent BAUSSIÉ**  
SNFOLC 27  
FNEC



**Marie-Jo SAVARY**  
SAPN  
FEETS



**Grégory CHEVALIER**  
Manoir Pitres  
Métallurgie



**Sébastien PASADOVIC**  
SNETAA FO 27  
FNEC



**Thomas DROUET**  
GD SPS FO 27  
SPS - Hospitaliers



**Philippe CHIRET**  
CH Bernay  
SPS - Hospitaliers



**Michel CHIRET**  
Schneider Electric  
Métallurgie



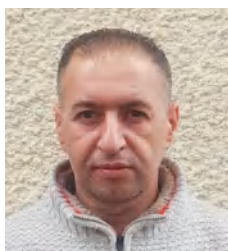
**Virgil RAGOT**  
Préfecture  
FSMI FO



**Olivier SCHROTZENBERGER**  
APTAR Pharma  
Chimie



**Philippe BLANCHOT**  
THALES  
Métallurgie



**Tayeb MANSOURI**  
TENNECO  
Métallurgie



**José-Antonio MENDOZA**  
Sofrastock  
Métallurgie



**Patrick RICHARD**  
Territoriaux de l'Eure  
SPS - Territoriaux

Par manque de place, nous mettrons le « trombinoscope » de la commission de contrôle et de la commission des conflits dans le prochaine numéro.

## FORMATIONS SYNDICALES 2022

Semaines	Dates et Intitulés	Nombre de Participants	Observations
10	du 22 au 24 Février 2022 <b>Connaître ses droits</b>		Privé et Public
5	du 7 au 11 mars 2022 <b>"Découverte FO et moyens d'action du syndicat"</b>		Privé et Public
10	du 22 au 24 mars 2022 <b>"Fonctionnement et outils du syndicat"</b>		Privé et Public
11	du 5 au 7 avril 2022 <b>"Je négocie"</b>		Privé et Public
22	du 17 au 19 mai 2022 <b>"Communication orale et réseaux sociaux"</b>		Privé et Public
41	du 20 au 24 juin 2022 <b>"Comité Social et Economique"</b>		Privé
45	du 17 au 21 octobre 2022 <b>Santé, Sécurité et Conditions de Travail</b>		Privé
50	du 5 au 9 décembre 2022 <b>"Découverte FO et moyens d'action du syndicat"</b>		Privé et Public

Les inscriptions pour les formations « Découverte FO sont désormais dématérialisées via la plate-forme [www.e-fo.fr](http://www.e-fo.fr)

Pour toute question ou problème sur les modalités d'enregistrement, n'hésitez pas à vous rapprocher de l'Union Départementale ou de votre secrétaire de syndicat (voir les circulaires de l'Eure Syndicale et les tutoriels).

## Les retraités appellent le 2 décembre à Paris

# Les retraités de l'Eure iront battre le pavé à Paris

La Dépêche 19/12/21

Jeudi 2 décembre, les organisations syndicales et associations de retraités appellent à manifester à Paris, pour faire entendre de nombreuses revendications. Une délégation partira de l'Eure.

Ce ne sont pas forcément ceux qui font le plus de bruit dans la rue. Pourtant, la gronde sociale n'épargne pas nos aînés, qui exigent l'augmentation de leurs pensions de retraite, le maintien et le développement de la protection sociale et des services publics.

Le 1<sup>er</sup> octobre dernier, une soixantaine de manifestants s'était rassemblée devant la préfecture de l'Eure. Cette fois,

c'est à Paris que les retraités de tout le pays sont attendus, le jeudi 2 octobre. Pour rallier la capitale, les organisations syndicales et associations proposent un convoi pour les retraités euros. Au moins un car, plus si le nombre d'inscrits le nécessite, prendra la route, au départ, d'abord de Bernay (à 9 h sur le parking de la CPAM, 24, rue Guillaume de la Tremblaye), puis en s'arrêtant à Evreux (salle om-

nibus avenue Aristide Briand à 9 h 45) puis au restaurant routier de Chaurouf (route nationale, à 10 h 20). Des solutions de covoiturage peuvent également être envisagées.

### Pouvoir d'achat

« Le mouvement s'installe dans la durée. On poursuit les mobilisations locales pour aboutir à des décisions en notre faveur », livre Alain Gautheron de la CGT. Les sujets de mécontentement et de revendications des aînés sont légion. Mais la motivation principale des retraités est le pouvoir d'achat. « Il est très largement amputé. Il n'y a pas eu de revalorisation des pensions depuis vingt ans, pendant que l'inflation augmentait », poursuit ce dernier. « Sans oublier la hausse de la CSG au 1<sup>er</sup> janvier 2018 », appuie Anne Pinel.

Egalement dans le viseur de la représentante de Solidaires retraités, la défense des services publics. « Les maisons France service sont des succédanés de



Neuf organisations syndicales et associations de retraités appellent à aller manifester à Paris le 2 décembre.

services publics. Le problème du gouvernement n'est pas de faire de la qualité, mais de faire une économie compatible, des services a minima », estime-t-elle.

### La marmite bout

Dans la rue, les retraités défendent également le système de santé et de retraite, et la dé-

fense des libertés individuelles et collectives. « La marmite sociale est en train de bouillir, il y a des tensions partout, mais les gens voient qu'il y a des moyens de répondre aux difficultés », déclare Alain Gautheron. Les retraités préviennent : ils « ne lâcheront rien, ils veulent gagner ! »

Florent Lemaire

■ Pour réserver sa place, adresser un courriel à [cgteure@orange.fr](mailto:cgteure@orange.fr), ou par téléphone : 02 32 33 13 54 (CGT) ou 02 32 33 04 67 (FO).



Le 1<sup>er</sup> octobre dernier, une soixantaine de personnes s'était rassemblée devant la préfecture de l'Eure.

## Permanences pour les salariés des TPE et de l'Artisanat

Des permanences sont tenues tous les Lundis après-midi pour les salariés des TPE et de l'artisanat de 14h00 à 16h30 dans les locaux de l'Union Départementale FO de l'Eure, sur rendez-vous, au 02.32.33.04.67.

# le 8 novembre FO Santé 27 fait entendre ses revendications



Le 8 novembre dernier, le ministre de la santé, Olivier VERAN, en visite dans l'Eure, venait annoncer des investissements au niveau de la région Normandie, dans le cadre du SEGUR de la Santé. Malgré ses passages à Evreux, Gisors et Vernon, Olivier VERAN ne trouvera pas quelques minutes pour recevoir en personne les syndicats FO Santé. Très mécontent de ne pas pouvoir être reçus, le syndicat FO CH Eure Seine organisera un accueil spécial du

ministre à l'EHPAD Auguste RIDOU de Vernon. L'UD était à leur côté lors de cette mobilisation.



ministre à l'EHPAD Auguste RIDOU de Vernon. L'UD était à leur côté lors de cette mobilisation.



UNION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS DE L'EURE  
**FORCE OUVRIERE**  
17 ter rue de la côte blanche - Bourse du Travail - 27000 EVREUX  
☎ : 02.32.33.04.67 - ✉ : udfo27@wanadoo.fr - 27.force-ouvriere.org

## Communiqué de presse

Au moment où le ministre de la Santé et des solidarités vient présenter dans l'Eure le plan d'investissement prévu pour la Normandie dans le cadre du Ségur de la Santé, le Bureau de l'Union Départementale FO de l'Eure et ses syndicats hospitaliers s'interrogent et regrettent fortement que Monsieur VERAN n'ait pas trouvé un moment pour rencontrer une délégation FO que nous lui avons demandé.

Ceci montre une fois de plus le mépris du gouvernement envers les représentants des personnels qui se battent avec agents hospitaliers pour revendiquer de meilleures conditions de travail dans nos hôpitaux et nos EHPAD.

Le Bureau de l'Union Départementale et ses syndicats hospitaliers rappellent que la crise sanitaire, liée au Covid-19 a confirmé ce que nous dénonçons depuis des années à Force Ouvrière, concernant l'impact gravissime des politiques publiques destructrices menées ces 40 dernières années contre notre système de soins et de santé.

Ces politiques d'austérité ont considérablement dégradé les conditions de travail des agents hospitaliers, des personnels sociaux et médicaux sociaux ainsi que la prise en charge des patients dans nos hôpitaux et dans nos EHPAD (*Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes*). Les contre-réformes successives détériorant l'hôpital public dans une stratégie purement comptable (*lois Bachelot, Touraine, Buzyn, ...*), sont les principales responsables des dégradations de conditions de travail et des conditions de prises en charge des patients et résidents.

Le Bureau de l'Union Départementale FO de l'Eure et ses syndicats hospitaliers rappellent qu'elle revendique l'arrêt des GHT (*Groupement Hospitalier de Territoire*) Eure-Seine, GHT Pays d'Ouche, GHT Val de Seine et Plateaux de l'Eure et GHT Estuaire de la Seine, outils d'application d'un projet politique puisant sa source dans une volonté avérée de casse des services publics. Projet qui ne

prend pas en compte l'égalité des soins et encore moins la qualité, entraînant ainsi une forte diminution de l'offre de soins.

Concernant les EHPAD, le bureau de l'union Départementale FO de l'Eure et ses syndicats hospitaliers rappellent leur exigence de la mise en application de la mesure prévue par le plan Solidarité Grand Age soit « un agent pour un résident » dans les EHPAD.

Dans l'Eure, les fermetures de lits et de services comme celui de la maternité de Bernay, les suppressions de postes contribuent à cette dégradation de notre système de soins.

Considérant que nos hôpitaux et nos EHPAD ne peuvent être gérés comme des entreprises, le Bureau de l'Union Départementale FO de l'Eure et ses syndicats hospitaliers revendiquent l'arrêt des politiques ayant institué cette gestion purement comptable et budgétaire, pour revenir à une gestion médicalisée de notre système de soin et de santé. C'est aussi la question de l'avenir des ARS qui doit être posée, tant elles ont montré leur inefficacité. Pour le bureau de l'Union Départementale FO de l'Eure, elles ont été mises en place pour appliquer scrupuleusement les politiques destructrices de notre système de soin et de santé.

Pour le bureau de l'Union Départementale FO de l'Eure, il est urgent de mettre fin de la gestion purement comptable des hôpitaux pour revenir à une gestion plus médicalisée,

Il revendique des moyens nécessaires afin que nous retrouvions un système de soins et de santé de haut niveau

Il exige la création de postes et l'ouverture de lits nécessaires à la bonne marche de nos hôpitaux et de nos EHPAD de l'Eure et la réouverture du service de maternité au sein du CH de Bernay et de tous les lits et les services fermés dans l'Eure.

Le ministre ne souhaitant pas nous recevoir, il sera impossible pour notre union départementale de lui faire connaître ces revendications.

Pour autant, et parce que nos hôpitaux, nos EHPAD et tous les professionnels de santé, mais aussi les usagers, doivent pouvoir retrouver un système de santé et de soins de qualité.

Evreux, le 08 novembre 2021